

Martin Ruetschi/Keystone

LE DÉBAT DU «MATIN»
www.lematin.ch/debat
ou par SMS
(envoyez LM ARM
au 700 (20 ct./SMS))

FAUT-IL DOTER L'ARMÉE SUISSE DE DAVANTAGE DE MOYENS?



LEURS PLANS POUR L'ARMÉE SUISSE



SÉCURITÉ Quel visage pour l'armée de demain? Combien d'hommes doit-elle compter? Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Le Parlement en débattrà dans quelques jours.

Plus d'un s'y est cassé les dents tant la problématique fait office de quadrature du cercle. Non, dessiner l'armée suisse de demain n'est pas une promenade de santé. Et ce n'est pas Ueli Maurer, le ministre UDC et successeur de Samuel Schmid à la tête du Département de la défense, qui dira le contraire, lui qui a été renvoyé à sa copie à plusieurs reprises.

Entre cure d'amaigrissement budgétaire et d'effectifs, ou encore achat de nouveaux avions de combat, les forces politiques se déchirent. L'armée suisse de demain doit-elle compter 60 000 hommes, comme l'exige le PS, 80 000 comme le dé-

fend le Conseil fédéral, ou 100 000 comme le demande le Conseil des Etats et, depuis vendredi dernier, la Commission de la politique de sécurité (CPS) du National? Quel budget allouer à ce qui doit être, selon Ueli Maurer, «la meilleure armée du monde»? Faut-il acheter de nouveaux avions de combat et si oui, leur acquisition doit-elle être financée par le budget annuel, comme le prône désormais la CPS, ou via un crédit supplémentaire? Le Parlement en débattrà lors de sa session d'automne. D'ici là, les partis livrent leurs recettes. ■

Viviane Menétrey

 ÉRIC VORUZ conseiller national (PS/VD), membre de la Commission de la politique de sécurité  Laurent Crottet	 LUC RECORDON conseiller aux Etats (Verts/VD), membre de la Commission de la politique de sécurité  Odile Meylan	 JEAN-RENÉ FOURNIER conseiller aux Etats (PDC/VS), membre de la Commission de la politique de sécurité  Laurent Crottet	 SYLVIE PERRINJAQUET conseillère nationale (PLR/NE), membre de la Commission de la politique de sécurité  Laurent Crottet	 YVAN PERRIN conseiller national (UDC/NE), vice-président de l'UDC, membre de la Commission de la politique de sécurité  Laurent Crottet
■ Quelles sont, selon le PS, les missions prioritaires de l'armée de demain? Il y a en a deux: l'armée doit garantir la sécurité territoriale du pays et le contrôle de son espace aérien. Et elle a aussi un rôle humanitaire, de maintien de la paix à jouer à l'étranger. Elle peut aussi intervenir lors de catastrophes naturelles en Suisse ou renforcer la sécurité civile en cas d'urgence, mais elle ne doit en aucun cas être un oreiller de paresse des cantons. ■ La Suisse est-elle prête à faire face aux menaces terroristes et à une cyberguerre? Non, il est évident qu'à l'heure actuelle la Suisse n'est pas prête. Selon le PS, c'est justement là qu'il faudra investir ces prochaines années en renforçant notamment les renseignements militaires. ■ Combien de soldats doit compter la future armée et pour quel budget? Une armée à 60 000 hommes pour un budget de 3,5 milliards est largement suffisante. Cela correspond à une base de 10 000 militaires mobilisés en permanence. Concernant les coûts, il faudra bien entendu faire des choix. Par exemple, préférer investir dans les services de renseignements plutôt que dans de nouvelles troupes de blindés. ■ Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Non, nous n'en avons clairement pas besoin. Nos 33 F/A-18 ont été modernisés et leur durée de vie prolongée d'une vingtaine d'années. Acheter de nouveaux avions est totalement inutile, cela d'autant plus à l'heure où l'Union européenne est en passe de mettre en place une surveillance du ciel unique à laquelle la Suisse est intégrée.	■ Quelles sont, selon les Verts, les missions prioritaires de l'armée de demain? Lutter contre les catastrophes, dont le nombre et l'ampleur ont doublé dans le monde en trente ans. Mais elle a aussi pour tâche de combattre la cyberguerre. Pour cela, des compétences professionnelles considérables doivent être trouvées. L'armée doit aussi assurer la protection des installations sensibles, tels les réseaux de transport, d'énergie et de télécommunication contre des attaques de pays étrangers ou de groupes terroristes. Enfin, l'armée doit assurer la police du ciel. ■ La Suisse est-elle prête à faire face aux menaces terroristes et à une cyberguerre? Très insuffisamment, surtout en matière de cyberguerre. Mais il ne faut pas oublier que si une cyberdéfense est indispensable, elle doit être conçue et mise en œuvre dans le respect des droits individuels. ■ Combien de soldats doit compter la future armée et pour quel budget? Définir un nombre de soldats et un budget avant d'avoir clairement fixé les missions de la future armée suisse n'a pas de sens. Les besoins réels devront être calculés une fois ces derniers établis. ■ Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Non, la police du ciel, que doit assurer l'armée suisse, requiert des moyens bien plus modestes que le combat aérien, et en tout cas pas de nouvel avion «dernier cri». Elle peut s'exercer en coordination avec d'autres pays. Il n'y a pas de raison d'acquiescer de nouveaux avions.	■ Quelles sont, selon le PDC, les missions prioritaires de l'armée de demain? Pour le PDC, il y en a deux: combattre le terrorisme en étant, par exemple, capable de faire face à des attaques sur des installations stratégiques, et assurer la protection de nos frontières. A côté de cela, l'armée doit aussi jouer un rôle dans la promotion de la paix sur le plan international, garantir la protection de notre espace aérien et appuyer les autorités civiles en cas de catastrophes naturelles. ■ La Suisse est-elle prête à faire face aux menaces terroristes et à une cyberguerre? Elle n'est clairement pas prête à faire face à une cyberguerre, même si notre retard est difficile à évaluer. Mais cette lutte doit se faire en collaboration avec le secteur privé. Concernant les menaces terroristes, il est clair que nous n'avons aujourd'hui pas les moyens de faire face à une éventuelle attaque de grande envergure. ■ Combien de soldats doit compter la future armée et pour quel budget? Pour nous, il faut 100 000 hommes et un budget annuel de 5 milliards. C'est le minimum pour que l'armée puisse mener à bien les prestations de défense de la population qui lui sont assignées. ■ Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Oui, car il n'est pas possible de faire du neuf avec du vieux. Dire que l'on peut moderniser nos avions et ainsi prolonger leur durée de vie revient à vouloir faire d'un téléphone portable des années 1980 un iPhone 5! Quant au financement, les solutions existent. Ce qu'il faut, c'est une volonté politique.	■ Quelles sont, selon le PLR, les missions prioritaires de l'armée de demain? L'armée de demain doit rester une armée de milice. Elle doit pouvoir être présente sur le territoire, et maintenir la sécurité terrestre et aérienne. ■ La Suisse est-elle prête à faire face aux menaces terroristes et à une cyberguerre? Oui, nous avons aujourd'hui un service de renseignements performant. Mais la population n'a pas assez conscience de la qualité de sécurité que nous avons en Suisse. Mais il est clair que si les services de renseignements fonctionnent bien de manière générale, cette entité devra être renforcée ces dix prochaines années au sein de l'armée. ■ Combien de soldats doit compter la future armée et pour quel budget? Notre armée de milice doit compter 100 000 hommes. Dire, comme le fait la gauche, qu'elle doit en compter moins revient à demander sa disparition pure et simple. Pour la financer, un budget annuel de 5 milliards de francs paraît réaliste. C'est le prix à payer pour maintenir notre liberté individuelle. Cela implique bien sûr de cibler les dépenses, comme par exemple redimensionner l'infanterie. ■ Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Oui, car la menace arrive d'abord par les airs. C'est ensuite que la population est touchée. Aujourd'hui, une partie de nos avions est clairement obsolète. Mais leur remplacement doit se faire progressivement, sans crédit supplémentaire. Il doit être inclus dans le budget annuel de l'armée.	■ Quelles sont, selon l'UDC, les missions prioritaires de l'armée de demain? Elles n'ont pas changé. Il s'agit de maintenir la paix, prévenir la guerre tout en participant à des tâches subsidiaires comme venir en aide aux autorités civiles en cas de catastrophe naturelle. ■ La Suisse est-elle prête à faire face aux menaces terroristes et à une cyberguerre? Concernant la cyberguerre, pas pour l'instant. Mais je ne suis pas certain que ce soit à l'armée de remplir cette tâche. Elle n'a en tout cas pas reçu de mission claire allant dans ce sens. Il est toutefois évident que cette menace est clairement sous-évaluée. Le problème vient des autorités politiques: elles restent traumatisées par l'affaire des fiches et personne ne veut se risquer à reconnaître qu'il faudrait une surveillance accrue d'Internet. ■ Combien de soldats doit compter la future armée et pour quel budget? On pourrait descendre jusqu'à 100 000 hommes, même si dans l'idéal, notre armée ne devrait pas compter moins de 120 000 soldats. Car l'histoire montre que passé un certain seuil, une armée n'est plus crédible. Quant au budget, il pourrait se limiter à 4,3 milliards si les moyens de transport pour assurer sa mobilité ne faisaient pas défaut. ■ Faut-il acheter de nouveaux avions de combat? Oui et pour une raison simple: nous devons maîtriser notre espace aérien. Aujourd'hui, si nous devons faire face à un conflit, nous serions incapables de résister à des avions équipés de nouvelles technologies. Un achat rapide est donc essentiel et l'on pourrait profiter de la faiblesse de l'euro et du dollar.